

نشرة اطر الوزيري

Minister's activity

**DÉVELOPPEMENT
DE LA PRODUCTION
DE LAIT DANS
LE CADRE DU
PROJET BALADNA
LE MINISTRE
TRACE LA FEUILLE
DE ROUTE**

■ TAHAR KAÏDI



Dans un élan de partenariat algéro-qatari renforcé, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a tenu, mercredi dernier, une réunion décisive avec Moutaz Al-Khayyat, président du Conseil d'administration du groupe qatari, Power International Holding, dans l'objectif d'évaluer l'avancement du méga-projet Baladna, à Adrar, et définir une trajectoire claire pour ses phases futures, au moment où l'Algérie cherche à conforter sa souveraineté alimentaire. La rencontre, qui s'est déroulée en présence de l'ambassadeur du Qatar en Algérie, Abdulaziz Ali Al-Naama, et du président du Conseil d'administration de Baladna-Algérie, a permis de passer en revue la cadence de réalisation de ce projet stratégique. S'étalant sur 117.000 hectares, dans la wilaya d'Adrar, avec une capacité d'élevage de 270.000 têtes bovines, Baladna se positionne comme l'une des plus vastes initiatives agricoles de la région. «Ce modèle de partenariat économique algéro-qatari incarne une ambition partagée pour l'autosuffisance», a souligné le ministre sur sa page officielle des réseaux sociaux, évoquant un levier pour couvrir jusqu'à 50% des besoins nationaux en poudre de lait, réduire la facture d'importation et booster la production de viande rouge. L'échange a mis l'accent sur l'état d'avancement de la première phase, tout en identifiant les défis persistants. Parmi eux, l'amélioration de l'efficacité opérationnelle et l'accélération des travaux, dans un contexte saharien, où la gestion des ressources en eau et en sol reste cruciale.

Le ministre a insisté sur l'intégration des dernières technologies pour les grandes exploitations, couplée à une approche durable. «L'innovation technologique et la préservation des ressources naturelles sont les garants d'un projet viable à long terme», a-t-il ajouté, appelant à une vigilance accrue face aux contraintes environnementales du sud algérien. Au terme de la réunion, les parties ont convenu d'une visite conjointe imminente sur le site d'Adrar, afin de superviser les travaux et assurer un suivi rigoureux des phases suivantes. Cette étape marque un engagement ferme pour transformer Baladna en pilier de la sécurité alimentaire nationale, au-delà des partenariats bilatéraux. À l'horizon, le projet pourrait redessiner la carte agricole algérienne, en misant sur l'innovation et la durabilité pour un avenir résilient.

T. K.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La vision stratégique pour l'agriculture

L'ALGÉRIE VEUT dépendre de moins en moins des importations de produits en mesure d'être cultivés localement et en quantités suffisantes.

■ BADREDDINE KHRIS

L'Algérie continue de faire de son Sahara un terreau fertile pour développer et moderniser davantage son agriculture. C'est le cas du projet *Baladna* dans la wilaya d'Adrar, fruit d'un accord signé entre le ministère de l'Agriculture et la société qatarie *Baladna*. Ce projet de ferme agricole intégrée, d'un coût d'investissement de 3,5 milliards de dollars, a été lancé dans le but de renforcer la production laitière du pays et de réduire les importations de la poudre dont la facture se chiffre en millions de dollars annuellement.

Implantée sur une superficie de 117 000 hectares, la ferme comprend trois pôles principaux. Il s'agit de la production de céréales et de fourrage, de l'élevage bovin avec l'acquisition progressive d'un cheptel de 270 000 vaches laitières durant les 9 prochaines années dont une première phase de 50 000 têtes prévue pour 2026 et de la transformation laitière via une usine de production de lait en poudre, d'une capacité annuelle estimée à 194 000 tonnes. Ce qui couvre environ 50% des besoins nationaux, avancent les deux partenaires. La production de la viande rouge, prévue également dans cette ferme, va, à coup sûr, augmenter l'offre nationale et ferait baisser les prix sur le marché.

Pour s'enquérir de l'état d'avancement du projet, le ministre de

l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a reçu mercredi dernier le président du conseil d'administration du groupe qatari, *Power International Holding*, Moutaz Al-Khayyat. La rencontre qui s'est déroulée en présence de l'ambassadeur du Qatar en Algérie, Abdulaziz Ali Al-Naama, et du président du conseil d'administration de *Baladna*-Algérie, a permis de faire le point sur la cadence de réalisation de ce projet stratégique intégré, a indiqué le ministre dans sa page officielle sur les réseaux sociaux.

La réunion a également permis d'évaluer l'état d'avancement de la première phase du projet et de définir une feuille de route claire pour le lancement des phases suivantes, tout en insistant sur l'amélioration de l'efficacité et l'accélération de la mise en œuvre », a ajouté le ministre. Pour le ministre, ce projet agricole est l'un des plus grands au niveau régional, incarnant un modèle de partenariat économique algéro-qatari. Il a dans ce cadre, mis l'accent sur « l'importance de l'intégration des dernières technologies dans la gestion des grandes exploitations, tout en accordant un intérêt particulier à la gestion durable des ressources naturelles, telles que l'eau et le sol, afin de garantir la durabilité et l'efficacité du projet à long terme ».

Ce projet s'inspire, faut-il le souligner, de l'expérience de *Baladna* au Qatar, où elle a mis en place une ferme de 24 000 vaches dans des conditions climatiques



Baladna est un mégaprojet.

semblables à celles du sud du pays. La joint-venture chargée de la gestion du projet est détenue, à 49% par le Fonds national de l'investissement (FNI) et à 51% par le groupe qatari.

Par ailleurs, ce projet d'envergure pourrait servir d'exemple de réussite qui encouragerait l'État à lancer d'autres initiatives de cet acabit dans la région.

En tout cas, le bon démarrage de la ferme *Baladna* a, visiblement, encouragé les autorités à mettre en place un autre projet dans la région du sud, pour la production de céréales et de légumineuses dans la wilaya de Timimoun, avec le groupe italien *Bonifiche Ferraresi* (BF). Le ministre de l'Agriculture, a affirmé le mois d'octobre dernier, dans un commu-

niqué, que les travaux du projet avançaient à un rythme « soutenu ». Ce projet stratégique qui, faut-il le rappeler, s'étend sur une superficie de 36 000 hectares, « bénéficie d'un intérêt particulier de la part des dirigeants des deux pays et figure parmi les priorités du Plan Mattei », précisera le ministre.

Les récoltes attendues contribueraient à atténuer un tant soit peu la flambée des prix des aliments de bétail sur le marché national et permettre un meilleur accès à ces produits pour les éleveurs. Au cours de sa visite à Alger, le 25 mars dernier, la Première ministre italienne, Giorgia Meloni, a confirmé la progression « à un rythme accéléré » des travaux du projet. **B.K**

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

MÉCANISATION ET FORMATION
D'UNE MAIN-D'ŒUVRE QUALIFIÉE

L'État prépare la campagne céréalière 2025-2026



Dans le cadre de la campagne moisson-battage 2025-2026, les autorités intensifient leurs efforts afin de remédier au déficit de compétences dans le secteur agricole. Réunis à Alger, les ministres Yacine El-Mahdi Oualid et Nacima Arhab ont ainsi lancé un plan d'action destiné à former des formateurs et une main-d'œuvre qualifiée dans la conduite et la maintenance des équipements agricoles, notamment les moissonneuses-batteuses.

Par Selma R.

Cette initiative s'inscrit dans une ambition plus large visant à améliorer les performances des récoltes tout en structurant durablement un secteur clé de l'économie nationale. Elle repose notamment sur le développement des compétences humaines et l'intégration de l'innovation. La rencontre a, dans ce sens, rassemblé de nombreux acteurs, dont des représentants de la Chambre nationale d'agriculture, du Conseil national interprofessionnel de la filière céréalière, ainsi que plusieurs institutions et entreprises spécialisées, à l'image d'Agrodriv, PMAT, de l'Office algérien interprofessionnel des céréales et de l'École nationale supérieure agronomique. Une mobilisation qui témoigne de la volonté de renforcer les capacités nationales, en particulier dans la filière céréalière, essentielle à la sécurité alimentaire. Compte tenu du lancement imminent de la campagne, prévu à la mi-avril dans les wi-

layas du Sud, les deux ministères ont décidé de mettre en place des sessions de formation accélérées, destinées en priorité aux conducteurs de moissonneuses. La première session débutera le 4 avril à Sidi Bel Abbès, au sein de la société Sampo-Algérie. Elle portera sur les bonnes pratiques de conduite et de maintenance, en mettant l'accent sur la maîtrise technique et l'apprentissage sur le terrain. Des techniciens expérimentés assureront l'encadrement de ces formations afin de garantir un transfert de compétences efficace et adapté aux réalités du terrain. Il convient de rappeler que la campagne moisson-battage constitue un rendez-vous annuel stratégique pour l'agriculture nationale, mobilisant d'importants moyens humains et matériels afin d'assurer la collecte des céréales dans des délais optimaux. Ces dernières années, les pouvoirs publics ont multiplié les mesures pour améliorer son organisation, notamment à travers le renforcement du parc de moissonneuses-batteuses, la mobilisation des

coopératives agricoles et l'implication accrue des opérateurs publics et privés. Par ailleurs, la mécanisation agricole s'impose progressivement comme un levier essentiel pour moderniser le secteur et accroître les rendements. Des décisions ont déjà été prises pour encourager l'investissement dans les équipements agricoles, faciliter leur acquisition et promouvoir leur maintenance. Toutefois, le manque de main-d'œuvre qualifiée demeure un défi majeur, d'où l'importance des programmes de formation engagés actuellement pour accompagner cette transition et garantir une exploitation optimale des équipements disponibles. De plus, les autorités entendent inscrire cette démarche dans une vision durable. Les programmes de formation intégreront des dimensions liées à la technologie, à l'innovation et à l'entrepreneuriat, avec pour objectif de favoriser la création d'entreprises spécialisées dans la mécanisation agricole.

El Watan

LA QUOTIDIEN INDÉPENDANT - Mercredi 30 octobre 2013

Page : 10

AGRICULTURE

Un plan de formation dédié au matériel agricole

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El Mahdi Oualid, a coprésidé avec la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, mercredi à Alger, une réunion de coordination consacrée à la formation dans le domaine de la mécanisation agricole, sanctionnée par l'élaboration d'un Plan d'action conjoint pour la formation de formateurs et d'une main-d'œuvre spécialisée dans la conduite et la maintenance du matériel agricole. La première session de formation portant sur les bonnes pratiques dans la conduite et la maintenance des moisson-

neuses-batteuses sera lancée aujourd'hui, au niveau de la société Sampo Algérie dans la wilaya de Sidi Bel Abbès.

Selon un communiqué rendu public à cet effet, la réunion a permis d'évaluer la situation de la mécanisation agricole en Algérie, notamment dans les cultures stratégiques comme la filière céréalière, qui fait face à un manque de main-d'œuvre qualifiée dans la conduite et la maintenance du matériel agricole, en particulier les moissonneuses-batteuses.

Les deux parties sont convenues d'élaborer des programmes de formation adaptés aux besoins du sec-

teur, avec le lancement d'une session de formation accélérée au profit des conducteurs de moissonneuses, en prévision de la campagne moisson-battage 2025-2026, qui débutera à la mi-avril dans les wilayas du Sud.

Dans ce cadre, il a été décidé de convier des techniciens expérimentés dans la conduite et la maintenance des moissonneuses à participer à l'encadrement des sessions de formation des formateurs et des conducteurs.

FORMER UNE MAIN-D'ŒUVRE SPÉCIALISÉE DANS LA MAINTENANCE DU MATÉRIEL AGRICOLE

El-Mahdi Oualid annonce un programme de formation intensive

L'évaluation de la mécanisation en Algérie révèle un besoin crucial de compétences pour les cultures stratégiques. Afin de pallier le manque de techniciens spécialisés dans le machinisme agricole, un programme de formation intensive sera lancé immédiatement.

L'objectif étant de garantir la disponibilité de conducteurs de moissonneuses qualifiés dès le début de la campagne 2025-2026 à la mi-avril dans les wilayas du Sud. Le 19 janvier dernier, le président algérien, Abdelmadjid Tebboune, a présidé une réunion sur la mécanisation agricole, décidant la création de coopératives de location de matériel et d'un Conseil national de la mécanisation. Le communiqué de la Présidence a alors indiqué que l'objectif est d'étendre les surfaces cultivées et d'accroître le rendement national. Aujourd'hui et, dans le pro-

longement de la continuité des efforts du gouvernement pour renforcer la production agricole locale, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a coprésidé avec le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, à Alger, une réunion de coordination consacrée à la formation dans le domaine de la mécanisation agricole. Celle-ci a d'ailleurs été sanctionnée par l'élaboration d'un Plan d'action conjoint pour la formation de formateurs et d'une main-d'œuvre spécialisée dans la conduite et la maintenance du matériel agricole.

Tenue en présence de représentants des organismes et établissements concernés, cette réunion s'inscrit dans une démarche visant à couvrir les besoins du secteur agricole en compétences qualifiées, particulièrement dans la conduite et la maintenance du matériel agricole spécialisé, indique un communiqué du ministère. La réunion a permis d'évaluer la situation de la mécanisation agricole en Algérie, notamment dans les cultures stratégiques comme la filière céréalière, qui fait face à un manque de main-d'œuvre qualifiée dans la conduite et la maintenance du matériel agricole, en particulier les moisson-

neuses-batteuses, précise le communiqué. Pour y remédier, les deux parties sont convenues d'élaborer des programmes de formation adaptés aux besoins du secteur, avec le lancement d'une session de formation accélérée au profit des conducteurs de moissonneuses, en prévision de la campagne moisson-battage 2025-2026, qui débutera à la mi-avril dans les wilayas du Sud. La première session de formation portant sur les bonnes pratiques dans la conduite et la maintenance des moissonneuses-batteuses sera lancée, samedi 4 avril, au niveau de la société Sampo-Algérie dans la wilaya de Sidi Be-Abbès, avec pour objectif de permettre aux bénéficiaires de maîtriser les aspects techniques du matériel agricole et de s'entraîner à son utilisation et à sa maintenance sur le terrain. Dans ce cadre, il a été décidé de convier des techniciens expérimentés dans la conduite et la maintenance des moissonneuses à participer à l'encadrement des sessions de formation des formateurs et des conducteurs. Au terme de la réunion, les deux ministres ont donné des instructions pour entamer immédiatement l'élaboration de programmes de formation destinés aux formateurs et aux sta-



giaires dans le domaine de la mécanisation agricole, avec l'intégration de la technologie, de l'innovation et de l'entrepreneuriat dans ces programmes pour permettre aux jeunes de créer des entreprises dans ce secteur. Enfin, il est important de noter qu'outre les cadres centraux des deux secteurs, ont pris part à la rencontre, le président de la Chambre nationale d'agriculture, un représentant du Conseil national interprofessionnel de la

filrière céréalière (CNIF-céréales), les directeurs des instituts techniques, ainsi que des représentants de plusieurs entreprises et organismes concernés, dont la société de mécanisation agricole Agrodrive, filiale du groupe Agrodiv, la société de commercialisation du matériel agricole PMAT, l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) et l'Ecole nationale supérieure agronomique (ENSA).

Saïd Ben

jeudi 02 avril 2026 11:22

Mécanisation agricole

Plan d'action pour la formation de la main-d'œuvre en prévision de la campagne moisson-battage



ALGER - Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a coprésidé avec la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, mercredi à Alger, une réunion de coordination consacrée à la formation dans le domaine de la mécanisation agricole, sanctionnée par l'élaboration d'un Plan d'action conjoint pour la formation de formateurs et d'une main-d'œuvre spécialisée dans la conduite et la maintenance du matériel agricole.

Tenue en présence de représentants des organismes et établissements concernés, cette réunion s'inscrit dans une démarche visant à couvrir les besoins du secteur agricole en compétences qualifiées, particulièrement dans la conduite et la maintenance du matériel agricole spécialisé, indique un communiqué du ministère.

Ont pris part à la rencontre, outre les cadres centraux des deux secteurs, le président de la Chambre nationale d'agriculture, un représentant du Conseil national interprofessionnel de la filière céréalière (CNIF-céréales), les directeurs des instituts techniques, ainsi que des représentants de plusieurs entreprises et organismes concernés, dont la société de mécanisation agricole Agrodrive, filiale du groupe Agrodiv, la société de commercialisation du matériel agricole PMAT, l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) et l'Ecole nationale supérieure agronomique (ENSA).

La réunion a permis d'évaluer la situation de la mécanisation agricole en Algérie, notamment dans les cultures stratégiques comme la filière céréalière, qui fait face à un manque de main-d'œuvre qualifiée dans la conduite et la maintenance du matériel agricole, en particulier les moissonneuses-batteuses, précise le communiqué.

Pour y remédier, les deux parties sont convenues d'élaborer des programmes de formation adaptés aux besoins du secteur, avec le lancement d'une session de formation accélérée au profit des conducteurs de moissonneuses, en prévision de la campagne moisson-battage 2025-2026, qui débutera à la mi-avril dans les wilayas du Sud.

La première session de formation portant sur les bonnes pratiques dans la conduite et la maintenance des moissonneuses-batteuses sera lancée, samedi 4 avril, au niveau de la société Sampo-Algérie dans la wilaya de Sidi Bel Abbès, avec pour objectif de permettre aux bénéficiaires de maîtriser les aspects techniques du matériel agricole et de s'entraîner à son utilisation et à sa maintenance sur le terrain.

Dans ce cadre, il a été décidé de convier des techniciens expérimentés dans la conduite et la maintenance des moissonneuses à participer à l'encadrement des sessions de formation des formateurs et des conducteurs.

Au terme de la réunion, les deux ministres ont donné des instructions pour entamer immédiatement l'élaboration de programmes de formation destinés aux formateurs et aux stagiaires dans le domaine de la mécanisation agricole, avec l'intégration de la technologie, de l'innovation et de l'entrepreneuriat dans ces programmes pour permettre aux jeunes de créer des entreprises dans ce secteur.

LA VOIE D'ALGÉRIE

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

4 avril 2026



Mécanisation agricole : Plan d'action pour la formation de la main-d'œuvre en prévision de la campagne moisson-battage

Le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a élaboré un « Plan d'action » conjoint avec le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels afin de former des formateurs et une main-d'œuvre spécialisée dans la conduite et la maintenance du matériel agricole, a-t-on appris du ministère de l'Agriculture.

Les deux parties ont convenu de procéder au lancement d'une session de formation accélérée au profit des conducteurs de moissonneuses, en prévision de la campagne moisson-battage 2025-2026, qui débutera à la mi-avril dans les wilayas du Sud, a indiqué la même source, à l'issue d'une réunion de coordination qui s'est tenue mercredi entre le ministre de l'Agriculture, Yacine El-Mahdi Oualid et sa collègue de la Formation professionnelle, Mme Nacima Arhab.

La première session de formation portant sur les bonnes pratiques dans la conduite et la maintenance des moissonneuses-batteuses sera lancée, aujourd'hui 4 avril, au niveau de la société Sampo-Algérie dans la wilaya de Sidi Bel Abbès, avec pour objectif de permettre aux bénéficiaires de maîtriser les aspects techniques du matériel agricole et de s'entraîner à son utilisation et à sa maintenance sur le terrain. Dans ce cadre, il a été décidé de convier des techniciens expérimentés dans la conduite et la maintenance des moissonneuses à participer à l'encadrement des sessions de formation des formateurs et des conducteurs.

Cette réunion a permis d'évaluer la situation de la mécanisation agricole en Algérie, notamment dans les cultures stratégiques comme la filière céréalière, qui fait face à un manque de main-d'œuvre qualifiée dans la conduite et la maintenance du matériel agricole, en particulier les moissonneuses-batteuses, a précisé le communiqué.

Au terme de la réunion, les deux ministres ont donné des instructions pour entamer immédiatement l'élaboration de programmes de formation destinés aux formateurs et aux stagiaires dans le domaine de la mécanisation agricole, avec l'intégration de la technologie, de l'innovation et de l'entrepreneuriat dans ces programmes pour permettre aux jeunes de créer des entreprises dans ce secteur.



3 avril 2026

Projet Baladna sur 117.000 hectares et formation accélérée dès le 4 avril: L'Algérie accélère investissements et mécanisation pour renforcer sa souveraineté alimentaire

Par L'Echo d'Algérie Rym Hamzaoui

L'Algérie intensifie ses efforts pour renforcer sa sécurité alimentaire à travers une double dynamique combinant grands investissements structurants et développement des compétences agricoles. Cette orientation a été au cœur de deux réunions tenues mercredi à Alger sous la conduite du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid.

La première rencontre a été consacrée à l'évaluation de l'état d'avancement du projet Baladna de production de lait dans la wilaya d'Adrar, mené en partenariat avec le groupe qatari Power International Holding. En présence de l'ambassadeur du Qatar en Algérie, Abdulaziz Ali Al-Naama, et du président du Conseil d'administration de Baladna-Algérie, les discussions ont permis de faire le point sur la cadence de réalisation de ce projet stratégique intégré. S'étendant sur une superficie de 117.000 hectares et reposant sur une capacité d'élevage estimée à 270.000 têtes bovines, ce projet figure parmi les plus ambitieux au niveau régional. Il incarne un modèle de partenariat économique algéro-qatari visant à renforcer la production nationale et à réduire la dépendance aux importations. Les échanges ont porté sur l'état d'avancement de la première phase, ainsi que sur la définition d'une feuille de route claire pour le lancement des prochaines étapes. L'accent a été mis sur la nécessité d'améliorer l'efficacité du projet et d'accélérer sa mise en œuvre, tout en intégrant les dernières technologies de gestion des grandes exploitations agricoles. Ce projet devrait contribuer à couvrir jusqu'à 50 % des besoins nationaux en poudre de lait, tout en soutenant la production de viandes rouges. Il constitue ainsi un levier important pour réduire la facture d'importation et renforcer la sécurité alimentaire du pays. Dans cette perspective, une attention particulière a été accordée à la gestion durable des ressources naturelles, notamment l'eau et le sol, afin de garantir la pérennité du projet. Au terme de la réunion, il a été convenu d'organiser dans les plus brefs délais une visite conjointe sur le site d'Adrar afin de suivre de près l'avancement des travaux et d'assurer le bon déroulement des différentes phases. Parallèlement, le ministre a coprésidé avec la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, une réunion de coordination consacrée à la mécanisation agricole. Cette rencontre a abouti à l'élaboration d'un plan d'action conjoint visant à former des formateurs et une main-d'œuvre qualifiée dans la conduite et la maintenance du matériel agricole. Réunissant plusieurs acteurs institutionnels et professionnels, dont la Chambre nationale d'agriculture, le Conseil national interprofessionnel de la filière céréalière, l'Office algérien interprofessionnel des céréales, ainsi que des entreprises spécialisées, cette réunion a permis de dresser un état des lieux du secteur. Il en ressort un besoin urgent en compétences qualifiées, notamment pour la conduite des moissonneuses-batteuses, particulièrement dans les cultures stratégiques comme la filière céréalière. Pour répondre à cette problématique, un programme de formation adapté sera déployé, avec le lancement d'une session de formation accélérée au profit des conducteurs de moissonneuses, en prévision de la campagne moisson-battage 2025-2026, dont le coup d'envoi est attendu à la mi-avril dans les wilayas du Sud. La première session débutera dès le 4 avril au niveau de la société Sampo-Algérie à Sidi Bel Abbès. Elle portera sur les bonnes pratiques de conduite et de maintenance des moissonneuses-batteuses, avec un encadrement assuré par des techniciens expérimentés, afin de garantir une formation à la fois théorique et pratique. Les deux ministres ont insisté sur l'importance d'intégrer les technologies, l'innovation et l'entrepreneuriat dans ces programmes, dans le but de permettre aux jeunes de développer des projets et de créer des entreprises dans le domaine de la mécanisation agricole. À travers ces initiatives, l'Algérie confirme sa volonté d'articuler investissements structurants et montée en compétences humaines, afin de moderniser son agriculture, améliorer sa productivité et asseoir durablement sa souveraineté alimentaire.

مجلس التعاون الخليجي

Area of bilateral cooperation



3 avril 2026

L'agriculture et l'agroalimentaire au cœur d'une rencontre entre opérateurs économiques algériens et britanniques

Par: Rédaction AE



Une rencontre entre opérateurs algériens et britanniques a été organisée par l'ambassade d'Algérie au Royaume-Uni, en marge du Salon international de l'alimentation de Londres (IFE, 30 mars-1er avril), qui a vu la participation d'une vingtaine d'opérateurs économiques nationaux publics et privés. Près de 150 professionnels du secteur de l'agroalimentaire étaient présents à cette réception placée sous le slogan « *Algeria Agrifood Business : Créer des liens avec les partenaires britanniques* ».

Outre la nouvelle envoyée commerciale du Premier ministre britannique pour l'Algérie, Mme Yasmin Qureshi, de nombreux responsables britanniques dans le domaine du commerce ont pris part à cette réception destinée à mettre en contact opérateurs algériens et britanniques.

Parmi les invités figurait le président et le directeur exécutif de la Chambre de commerce britannique, respectivement MM. Chris Durkin et Alan Rides, la secrétaire générale par intérim de la Chambre arabo-britannique, Rita Massoud, l'organisateur du Salon IFE, James Murray, ainsi que plusieurs représentants du ministère britannique du Commerce et des Affaires.

La forte présence britannique à cette réception témoigne de l'intérêt croissant pour les opportunités économiques offertes par l'Algérie.

Elle traduit aussi l'engagement commun en faveur du renforcement des liens économiques et d'un partenariat fructueux dans tous les domaines.

L'occasion pour l'ambassadeur d'Algérie à Londres, M. Nourredine Yazid, de souligner la place centrale qu'occupe le secteur agricole et agroalimentaire dans la stratégie ambitieuse de diversification et de modernisation de l'économie algérienne. Il représente aujourd'hui près de 19 % du PIB hors hydrocarbures, reflétant une contribution significative à la création de richesse, a soutenu le diplomate.

Le programme de la réception a comporté également de vidéos sur le vaste programme de modernisation agricole initié par le Gouvernement algérien, avec l'extension des terres irriguées, l'optimisation de la gestion des ressources en eau, le développement de l'agriTech, la numérisation progressive des chaînes de valeur et la structuration des filières agro-industrielles.

Ces efforts contribuent à renforcer la compétitivité des produits algériens sur les marchés régionaux et internationaux.

Aussi, l'événement a offert aux partenaires britanniques une occasion privilégiée de rencontrer directement les producteurs algériens, d'identifier les domaines de collaboration et de coopération porteurs, et de bâtir des relations d'affaires durables.

Il a également constitué un cadre propice à l'exploration de synergies dans des domaines stratégiques tels que la production agroalimentaire durable, l'AgriTech, la transition énergétique, la logistique intelligente et la transformation industrielle des produits naturels.

Le Royaume-Uni demeure pour l'Algérie un partenaire de confiance et un centre d'excellence reconnu en matière de recherche, d'innovation et de technologies agricoles avancées, a affirmé M. Yazid, ajoutant que la complémentarité des forces respectives ouvre des perspectives considérables pour le développement de projets conjoints créateurs de valeur et d'emplois.

Abondant dans le même sens, la représentante commerciale du gouvernement britannique, M. Qureshi s'est dite, impressionnée par la qualité des produits algériens, avant de promettre de mettre tout le cœur dans sa nouvelle mission et œuvrer inlassablement à abattre toutes les barrières susceptibles d'entraver le développement des rapports commerciaux bilatéraux.

Elle a fait part de la disponibilité entière du gouvernement britannique à accompagner l'Algérie dans sa politique de diversification de l'économie, marquant un intérêt particulier pour certains secteurs comme l'agriculture, l'industrie, le tourisme et le domaine des mines.

Au cours de cette réception, la Chambre algérienne de Commerce et d'Industrie (CACI), représentée par son directeur général, Chakib Kouidri et la Chambre de Commerce de Londres, conduite par son directeur exécutif, Alan Rides, ont signé un mémorandum d'entente qui jette les fondations d'une coopération fructueuse.

Pour rappel, la vingtaine d'entreprises algériennes publiques et privées qui ont participé au Salon de l'Alimentation de Londres, ont présenté une variété de produits du terroir et de très haute qualité, qui illustre le bond spectaculaire effectué dans le développement de l'industrie alimentaire nationale, dont plusieurs ont réussi à décrocher des contrats pour l'exportation de produits frais, des dattes et de l'huile d'olive.

APS

vendredi 03 avril 2026 18:50

L'agriculture et l'agroalimentaire au cœur d'une rencontre entre opérateurs économiques algériens et britanniques

LONDRES - Une rencontre entre opérateurs algériens et britanniques a été organisée par l'ambassade d'Algérie au Royaume-Uni, en marge du Salon international de l'alimentation de Londres (IFE, 30 mars-1er avril), qui a vu la participation d'une vingtaine d'opérateurs économiques nationaux publics et privés.

Près de 150 professionnels du secteur de l'agroalimentaire étaient présents à cette réception placée sous le slogan "Algeria Agrifood Business: Créer des liens avec les partenaires britanniques".

Outre la nouvelle envoyée commerciale du Premier ministre britannique pour l'Algérie, Mme Yasmin Qureshi, de nombreux responsables britanniques dans le domaine du commerce ont pris part à cette réception destinée à mettre en contact opérateurs algériens et britanniques.

Parmi les invités figurait le président et le directeur exécutif de la Chambre de commerce britannique, respectivement MM. Chris Durkin et Alan Rides, la secrétaire générale par intérim de la Chambre arabo-britannique, Rita Massoud, l'organisateur du Salon IFE, James Murray, ainsi que plusieurs représentants du ministère britannique du Commerce et des Affaires.

La forte présence britannique à cette réception témoigne de l'intérêt croissant pour les opportunités économiques offertes par l'Algérie.

Elle traduit aussi l'engagement commun en faveur du renforcement des liens économiques et d'un partenariat fructueux dans tous les domaines.

L'occasion pour l'ambassadeur d'Algérie à Londres, M. Nourredine Yazid, de souligner la place centrale qu'occupe le secteur agricole et agroalimentaire dans la stratégie ambitieuse de diversification et de modernisation de l'économie algérienne. Il représente aujourd'hui près de 19% du PIB hors hydrocarbures, reflétant une contribution significative à la création de richesse, a soutenu le diplomate.

Le programme de la réception a comporté également de vidéos sur le vaste programme de modernisation agricole initié par le Gouvernement algérien, avec l'extension des terres irriguées, l'optimisation de la gestion des ressources en eau, le développement de l'agriTech, la numérisation progressive des chaînes de valeur et la structuration des filières agro-industrielles.

Ces efforts contribuent à renforcer la compétitivité des produits algériens sur les marchés régionaux et internationaux.

Aussi, l'événement a offert aux partenaires britanniques une occasion privilégiée de rencontrer directement les producteurs algériens, d'identifier les domaines de collaboration et de coopération porteurs, et de bâtir des relations d'affaires durables.

Il a également constitué un cadre propice à l'exploration de synergies dans des domaines stratégiques tels que la production agroalimentaire durable, l'AgriTech, la transition énergétique, la logistique intelligente et la transformation industrielle des produits naturels.

Le Royaume-Uni demeure pour l'Algérie un partenaire de confiance et un centre d'excellence reconnu en matière de recherche, d'innovation et de technologies agricoles avancées, a affirmé M. Yazid, ajoutant que la complémentarité des forces respectives ouvre des perspectives considérables pour le développement de projets conjoints créateurs de valeur et d'emplois.

Abondant dans le même sens, la représentante commerciale du gouvernement britannique, Mme. Qureshi s'est dite, impressionnée par la qualité des produits algériens, avant de promettre de mettre tout le cœur dans sa nouvelle mission et œuvrer inlassablement à abattre toutes les barrières susceptibles d'entraver le développement des rapports commerciaux bilatéraux.

Elle a fait part de la disponibilité entière du gouvernement britannique à accompagner l'Algérie dans sa politique de diversification de l'économie, marquant un intérêt particulier pour certains secteurs comme l'agriculture, l'industrie, le tourisme et le domaine des mines.

Au cours de cette réception, la Chambre algérienne de Commerce et d'Industrie (CACI), représentée par son directeur général, Chakib Kouidri et la Chambre de Commerce de Londres, conduite par son directeur exécutif, Alan Rides, ont signé un mémorandum d'entente qui jette les fondations d'une coopération fructueuse.

Pour rappel, la vingtaine d'entreprises algériennes publiques et privées qui ont participé au Salon de l'Alimentation de Londres, ont présenté une variété de produits du terroir et de très haute qualité, qui illustre le bond spectaculaire effectué dans le développement de l'industrie alimentaire nationale, dont plusieurs ont réussi à décrocher des contrats pour l'exportation de produits frais, des dattes et de l'huile d'olive.

الأخبار الجويه

Regional news

BEJAÏA

La 24^e Fête de l'olive du 6 au 9 avril

LA 24^e ÉDITION DE LA FÊTE DE L'OLIVE se tiendra du 6 au 8 avril au niveau de la maison de la culture, sous le slogan «Pour un secteur oléicole rénové, rentable et compétitif», annoncent ses organisateurs, à savoir l'Association pour le développement de l'oléiculture, en collaboration avec la Direction de l'agriculture et la Direction des services agricoles.

Cet événement, qui se veut le rendez-vous incontournable des oléiculteurs et des professionnels du secteur, met l'accent sur la modernisation de la filière et met en valeur l'olivier et ses produits, faire connaître l'huile d'olive, encourager et soutenir les producteurs locaux, et mettre en exergue la richesse du patrimoine agricole et culturel.

Les participants et visiteurs pourront découvrir différents produits oléicoles (huile, olive, etc.) lors de l'exposition dédiée entièrement à la production nationale, s'informer des techniques modernes et traditionnelles d'extraction de l'huile, goûter aux huiles produites dans les montagnes de Kabylie, et apprécier l'artisanat local en matière de tissage, vêtements traditionnels, etc. Outre les conférences débats animées par les experts, il est également prévu des concours de dégustation et un «souk» pour la vente de produits agricoles de divers terroirs de la wilaya. Cet événement, auquel le grand public est invité, verra la participation d'exploitants agricoles, de producteurs d'huile et autres, d'experts techniques et chercheurs. Selon ses organisateurs, en mettant l'accent sur les méthodes modernes et anciennes de production, la manifestation vise à placer la wilaya de Bejaïa en tant que leader qualité au cœur de la filière oléicole.

Avec une production qui fluctue entre 15 et 25 millions de litres par an d'huile d'olive, la



wilaya de Bejaïa peut satisfaire ses besoins de consommation mais aussi alimenter les consommateurs d'autres wilayas non productrices. Grâce aux savoir-faire ancestraux de ses agriculteurs et de ses industriels, Bejaïa peut se targuer de produire une huile d'olive de qualité qui peut lui faire gagner aussi une bonne place sur les marchés extérieurs. En effet, pour être quasiment bio, les analyses ont montré que l'huile d'olive locale est d'une qualité meilleure que la plupart de ses concurrentes. En dépit de la perte d'environ 700 ha d'oliviers du fait des incendies qui ont ravagé son territoire ces dernières années, la Direction des services agricoles de la wilaya de Bejaïa table, cette année, sur une production d'huile de 25 millions de litres. Grâce à l'engouement des ruraux et à la politique

d'encouragement menée par le département de l'agriculture pour développer cette culture, Bejaïa dispose d'une superficie de 57.000 ha réservés à l'oléiculture, avec 5,3 millions d'oliviers. Les variétés dominantes dans la wilaya de Bejaïa sont chemel (40%), limli

(25%) et azeradj (15%). Cette politique d'encouragement a aussi profité à l'industrie de transformation qui compte aujourd'hui 360 huileries : 99 automatiques, 117 semi-automatiques et 144 traditionnelles.

■ O. M.

6.560 ovins importés de Roumanie débarqués au port

Le port de Bejaïa a annoncé le débarquement au niveau du quai n° 11 dans la soirée de lundi passé de 6.560 têtes d'ovins importés dans le cadre de l'exécution de la décision présidentielle de l'importation de un million de bêtes

sacrificielles pour l'Aïd El Adha. Cette cargaison était transportée par un bateau en provenance de Roumanie. L'opération, indique l'entreprise portuaire, s'est déroulée dans de bonnes conditions d'organisation grâce à la

mobilisation des moyens humains et logistiques nécessaires et à la collaboration de différents services concernés, dont le service vétérinaire pour s'assurer de la bonne santé du cheptel

■ O. M.

EXPLOITATIONS AGRICOLES

Large programme d'électrification à Sidi-Bel-Abbès

Les pouvoirs publics soutiennent les agriculteurs en élaborant un vaste programme d'électrification, de projets pour accéder à leurs exploitations, acheminer leurs productions vers les marchés, silos, procéder au forage des puits pour mener leurs activités, levant ainsi les contraintes et les difficultés auxquelles ils butent.

Le programme prévoit le raccordement de 200 exploitations agricoles à l'électricité et pour cela la SDO de Sidi Bel-Abbès s'est vue dernièrement confier la mission de l'estimation du coût de cette opération avant de finaliser le projet et lancer les travaux.

Cette opération d'électrification permettra d'améliorer les conditions des agriculteurs et leur fournir les moyens nécessaires pour l'exercice de leur activité dans le domaine de l'irrigation et l'élevage.

Quelque 1 645 exploitations agricoles ont déposé leurs demandes parmi lesquelles 762 ont déjà été raccordées à l'électricité et cela jusqu'à la date de décembre 2025.

Les raccordements des exploitations agricoles seront faits, ont souligné les responsables selon les priorités, une opération qui continuera jusqu'à la satisfaction de l'ensemble des demandeurs à

travers le territoire de la wilaya.

Par ailleurs, 158 autorisations de forage de puits sur les 340 demandes déposées ont été jusque là attribuées.

Pour faciliter le mouvement des agriculteurs, des travaux d'aménagement de pistes rurales et forestières sont programmés pour permettre à ces derniers d'avoir facilement accès à leurs exploitations même dans les zones éloignées, retirées, montagneuses ou accidentées pour transporter leurs récoltes vers les lieux de vente ou silos, leurs bêtes ou équipements, etc...

A. M.

GUELMA PLUS DE 950 HECTARES DE COLZA SEMÉS

Une superficie de 951 hectares a été consacrée à la culture du colza dans la wilaya de Guelma au titre de la saison agricole 2025-2026, selon la direction des services agricoles (DSA). Ce bilan définitif des superficies emblavées en colza a permis d'atteindre l'intégralité de l'objectif tracé pour cette plante dans le cadre du programme de développement des cultures oléagineuses pour l'actuelle saison, a précisé à l'APS la cheffe du bureau de l'orientation agricole de la DSA, Samira Hallassi. La même responsable a ajouté que cette superficie globale a été répartie à travers cinq unités de production agricole (UPA) à travers le territoire de la wilaya. Il convient de rappeler que la wilaya de Guelma avait réalisé, lors de sa première expérience de culture du colza durant la saison 2020-2021, des résultats probants ayant encouragé la poursuite de cette activité.

المساهمات Contributions

MINISTRES, ÉLUS, CADRES ADMINISTRATIFS, MANAGERS ÉCONOMIQUES...

UN SANG NOUVEAU DANS L'ENCADREMENT

Depuis le premier gouvernement de l'Algérie indépendante, où le nombre de jeunes était important par nécessité plus que par choix, jamais il n'y a eu une telle proportion de jeunes ministres que depuis l'accession d'Abdelmadjid Tebboune à la magistrature suprême.

■ FARID AÏT SAADA

Contrairement au premier gouvernement de 1962 où le nombre de cadres instruits était limité, d'où l'impératif de confier la gestion de certains ministères à quelques-uns parmi le peu de diplômés rescapés de l'Algérie colonisée, la désignation aujourd'hui de jeunes ministres, alors qu'il y a des diplômés de qualité en grande quantité, est une option stratégique assumée. Les jeunes sont désormais « une réalité institutionnelle tangible » grâce au renforcement de leurs droits, à la création du Conseil supérieur de la jeunesse, ainsi qu'à l'élargissement de leur participation à la vie politique, à la gestion des affaires publiques et à leur accès au Parlement dans ses deux chambres. C'est ainsi que s'est exprimé le conseiller du président de la République chargé des Affaires politiques, des Relations avec les jeunes, la société civile et les partis politiques, Mustapha Saïdj, à l'occasion de l'ouverture de la première rencontre nationale du programme de formation des jeunes leaders "DZ Young Leaders".

C'est que la proportion de jeunes dans les institutions de l'Etat est clairement supérieure à ce qu'elle a été durant de plusieurs décennies. Rien qu'à la lecture de la composante du gouvernement, on constate que la présence de ministres quinquagénaires, certains quadragénaires et même de trois trentenaires. On citera, péle-mêle, Ouacim Kouidri, Yacine El Mehdi Oualid, Malika Bendouda, Mustapha Hidaoui, Noureddine Ouadali, Soraya Mouloudji, Kaoutar Krikou, Walid Sadi, Nadjiba Djilali, Selma Bakhta Mansouri et Sofiane Chaïb. Même le Premier ministre est quinquagénaire, sachant qu'il a été ministre avant d'avoir été promu, en septembre de l'an passé, Premier ministre par intérim, puis Premier ministre. Le plus jeune d'entre eux, Yacine El Mahdi Oualid, n'a pas encore bouclé ses 33 ans. Mieux, il était déjà ministre alors qu'il n'avait pas encore 27 ans. Sofiane Chaïb et Selma Bakhta Mansouri sont eux aussi trentenaires.

C'est dire qu'un vent de jeunesse souffle sur le Palais du Gouvernement. D'autres institutions connaissent un rajeunissement de leurs cadres, notamment les assemblées populaires communales (APC), en lien direct avec le quotidien du citoyen, où il existe de nombreux élus vingtenaires et trentenaires, dont certains sont présidents d'APC, ainsi



que les assemblées populaires de wilaya (APW). D'ailleurs, la ministre chargée des relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali, est issue des élections locales puisqu'elle a été présidente de l'APW d'Alger avant de devenir ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, puis ministre des Relations avec le Parlement.

Le rajeunissement des cadres a touché également plusieurs organismes administratifs et entreprises économiques publiques. Cette politique visant à permettre à des jeunes d'assumer des responsabilités locales, régionales et nationales participe de la conviction du président de la République de la nécessité de transmettre graduelle-

ment le flambeau aux jeunes générations afin de perpétuer l'Etat tout en permettant une transition souple et réfléchie. Elle participe plus globalement d'une politique de valorisation des jeunes dans tous les domaines de la vie socioéconomique qui s'est concrétisée

par le lancement de plusieurs chantiers et projets en faveur des jeunes dont les plus emblématiques sont la création de start-up, pilotées et dirigées par de jeunes compétences algériennes avides de démontrer ce dont elles sont capables, la création de passerelles entre l'université et les grandes écoles d'une part et les unités économiques d'autre part afin de permettre aux jeunes universitaires de pénétrer dans le monde du travail sitôt leurs diplômes en poche, la revalorisation et la mise-à-niveau de la

formation et de l'enseignement professionnels afin qu'ils soient au diapason des métiers modernes et d'avenir et permettre ainsi aux bénéficiaires d'être formés à des métiers répondant aux besoins du marché du travail, ainsi que la prise en charge réglementée des jeunes micro-importateurs (plus connus sous le vocable populaire de « trabendistes ») en leur offrant un cadre légal pour la pratique de leurs activités.

Ceci sans parler de mesures de soutien aux jeunes qui n'ont pas encore pénétré le marché du travail telles l'instauration d'une allocation-chômage pour les primo-demandeurs d'emploi et la revalorisation du montant de la bourse pour les étudiants.

Ce sont donc autant de mesures et d'actions destinées à valoriser les jeunes et à les impliquer dans la vie socioéconomique de manière générale et, surtout, dans la prise de responsabilités au niveau national en particulier.

Reste aux jeunes de se montrer à la hauteur des responsabilités à assumer pour qu'ils soient fidèles à l'œuvre des jeunes cadres et ministres qui avaient assumé avec courage la lourde charge de faire démarrer l'Algérie fraîchement indépendante.

F. A.

Cette politique visant à permettre à des jeunes d'assumer des responsabilités locales, régionales et nationales participe de la conviction du président de la République de la nécessité de transmettre graduellement le flambeau aux jeunes générations afin de perpétuer l'Etat tout en permettant une transition souple et réfléchie.

MEHDI BOUKAOUA, POLITOLOGUE ET EXPERT EN RELATIONS INTERNATIONALES «L'Algérie pourra bénéficier de l'expertise serbe dans les domaines agricole et technologique»

Dans cet entretien, le politologue et expert en relations internationales, Mehdi Boukaouma, revient sur les relations politiques et sur la coopération économique entre notre pays et la Serbie, et ce, à l'occasion de la visite de travail en Algérie du Premier ministre serbe, Duro Macut, accompagné d'une importante délégation.

Entretien réalisé par Farida Belkhiri

Quelle est votre appréciation des relations entre l'Algérie et la Serbie sur le plan politique ?

À mon sens, les relations entre l'Algérie et la Serbie sont historiques, remontant principalement à l'époque de la Révolution algérienne. Je tiens à rappeler dans ce contexte l'apport des pays qui composaient l'ex-Yougoslavie à notre pays durant cette période, celui de la Serbie notamment. Notre pays, d'ailleurs, a pour principe

de ne jamais oublier la contribution de chaque pays ayant soutenu la cause algérienne durant la guerre de Libération. Depuis ces temps-là donc, l'Algérie et la Serbie entretiennent un partenariat stratégique sur le plan politique. Les deux parties s'accordent sur des positions communes et des principes communs. Le plus important de ces principes, c'est que les deux pays font un point d'honneur à respecter la charte des Nations unies et le droit international.

Et pourquoi ce principe en particulier ?

Je pense que vu le contexte mondial actuel où la charte des Nations unies et le droit international sont bafoués par certains pays, il est important et même nécessaire que les liens entre les pays respectueux de cette charte et de ce droit international, comme l'Algérie et la Serbie, soient resserrés. Cela, pour peser dans la décision de réformer certaines règles qui régissent l'ONU. Aussi, beaucoup de pays insistent sur le respect du droit international et appellent à une réforme des Nations unies, dont le rôle n'est

plus assumé comme il faudrait et dont les décisions ne sont plus prises en considération.

Quelles opportunités économiques pourraient, à votre avis, découler de la visite du Premier ministre serbe en Algérie ?

Sur le plan économique, le partenariat entre l'Algérie et la Serbie a toutes les chances d'être renforcé et consolidé. Dans le domaine de l'énergie principalement, les opportunités ne manquent pas, et ce, eu égard au contexte régional et international qui prévaut aujourd'hui au Moyen-Orient en particulier. Dans ce contexte-là, notre pays se distingue comme étant un fournisseur stable et sûr sur le plan énergétique, dans le domaine du gaz notamment. Dans un environnement mondial marqué par des bouleversements survenus



au Moyen-Orient depuis 2023 et ceux occasionnés par la guerre entre la Russie et l'Ukraine depuis 2022, l'Algérie est considérée comme étant l'un des fournisseurs énergétiques les plus fiables au monde. D'autant qu'elle se distingue aussi par une grande stabilité dans son développement économique. D'autre part, notre pays est en quête de diversification de son économie. C'est ce qui l'a amené à consolider sa coopération économique avec la Slovaquie et, aujourd'hui, avec la Serbie. Dans ce cadre, à mon avis, outre le domaine énergétique, des opportunités sont à saisir dans le domaine agricole et technologique. Notre pays pourra bénéficier de l'expertise serbe dans ces deux secteurs, tandis que la Serbie pourrait tirer profit des projets stratégiques que l'Algérie a lancés dans différents domaines.

■ F. B.

السوق الاقتصادية الزراعية *Markets and Agricultural Economy*

BÉJAÏA

ON PRÉPARE L'AÏD EL-ADHA

■ De notre bureau : MUSTAPHA LAOUER



Dans le cadre de la mise en œuvre du programme portant sur l'importation d'un million de têtes de bétail en vue de la fête de l'Aïd El Adha, et conformément aux instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, visant à faciliter et à coordonner les différentes opérations logistiques liées à cette opération nationale, le port de Béjaïa a accueilli le 30 mars 2026, un navire en provenance de Roumanie, transportant 6 560 têtes de moutons débarquées au quai n°11. L'accostage du navire s'est déroulé dans des conditions organisationnelles rigou-

reuses, les moyens logistiques et humains nécessaires ayant été mobilisés pour assurer le déchargement sans heurts et en toute sécurité de cette cargaison, en coordination avec les différents services concernés, dans le strict respect des normes vétérinaires et sanitaires en vigueur, garantissant ainsi la sécurité du troupeau et la qualité des procédures accompagnant l'opération. À travers cette seconde opération réalisée, le port de Béjaïa est totalement mobilisé pour accomplir ces actions d'importation de bétail dans les normes les plus strictes.

MLL

ORAN

LES MOUTONS IMPORTÉS SONT SAINS

■ De notre bureau : AMEL SAHER

Le port d'Oran a enregistré l'arrivée simultanée de deux navires chargés de plus de 17 000 têtes de moutons importés de Roumanie, marquant le lancement effectif de l'opération d'approvisionnement du marché national en prévision de l'Aïd El Adha. Placée sous la supervision du wali d'Oran, Brahim Ouchène, cette première réception s'inscrit dans la mise en œuvre du programme national visant à renforcer l'offre et à répondre à la demande à l'échelle du pays.

Les deux navires, El Farouk et Karim Allah, ont accosté respectivement aux quais 08 (quai de Sénégal) et 19 (quai de Gabès), dans un dispositif marqué par une forte mobilisation des intervenants portuaires. Selon les données communiquées par les différents services intervenant dans cette opération, la cargaison se répartit en 7 000 têtes pour le premier navire et 10 250 pour le second, soit un total de 17 250 têtes. Les opérations de déchargement ont été engagées dans des conditions jugées optimales, grâce à la

mobilisation des moyens humains et logistiques nécessaires, en application des orientations visant à assurer une prise en charge rapide des cargaisons à caractère stratégique. Pilotée par le groupe Agrolog et mise en œuvre par Alviar à travers l'Orvo, l'opération repose sur une organisation rigoureuse couvrant l'ensemble de la chaîne logistique, du port jusqu'aux sites de réception.

Sur le plan sanitaire, le dispositif prévoit le transfert des moutons vers deux centres de quarantaine aménagés au niveau de la wilaya d'Oran (Sidi El Chahmi et El Kerina) où ils seront soumis aux contrôles vétérinaires réglementaires avant leur distribution. Cette étape vise à garantir la sécurité du cheptel et le respect des normes en vigueur.

L'acheminement est assuré par un important parc de 90 camions mobilisés pour l'occasion, permettant d'assurer la fluidité des opérations et de réduire les délais de transfert.

A. S.

الغابات والتنمية الريفيّة

Forests and rural development

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie **Eco**

BARRAGE VERT ET VARIÉTÉS RÉSISTANTES

Un enjeu stratégique pour la lutte contre le changement climatique

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Mme Kaouter Krikou, a mis en avant, jeudi à Alger, les efforts soutenus de l'Algérie visant la lutte contre les effets des changements climatiques et l'adaptation de ses mécanismes de réponse, notamment à travers le renouvellement du couvert végétal par des espèces végétales résistantes.

S'exprimant à l'ouverture des travaux de la rencontre nationale sur "les espèces végétales résistantes aux changements climatiques: le barrage vert comme modèle", la ministre a précisé que l'adaptation du couvert végétal par des variétés résistantes n'est plus un simple choix technique, mais constitue désormais un enjeu stratégique pour renforcer les capacités d'adaptation aux changements climatiques.

Mme Krikou a, en outre, mis en exergue l'importance stratégique du projet du barrage vert, étant un des principaux projets structurants nationaux bénéficiant d'un intérêt particulier du président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, notamment à travers sa réhabilitation selon une nouvelle vision et l'adoption d'approches modernes en matière de reboisement et de restauration des écosystèmes. Et d'ajouter que l'organisation de cette

rencontre s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Plan national climat (PNC), en partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), dans un contexte marqué par l'intensification des défis environnementaux liés à la hausse des températures, à l'aggravation du phénomène de sécheresse et à la dégradation des sols.

Cet événement vise à sensibiliser les différents acteurs au rôle du barrage vert en tant que modèle national d'adaptation des écosystèmes aux changements climatiques, tout en encourageant l'intégration de variétés végétales résistantes à la sécheresse dans les programmes de reboisement, afin de soutenir les efforts nationaux de lutte contre la désertification et de promouvoir les principes du développement durable, a souligné la ministre.

Les travaux de cette rencontre, à laquelle ont pris part des experts, un représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), et la Coordinatrice résidente des Nations unies en Algérie, ont porté sur les impacts des changements climatiques sur les écosystèmes forestiers, la rôle du barrage vert comme levier stratégique d'adaptation, ainsi que sur la présentation de recherches et d'expériences relatives à la valorisation d'espèces végétales résis-

tantes aux conditions climatiques difficiles.

Dans ce cadre, le chercheur à l'Institut national de recherche forestière (INRF), Ouahid Zandouche, a annoncé une étude menée par une équipe de recherche visant à diversifier les espèces d'arbres et de plantes destinées au projet du barrage vert, et à améliorer les stratégies de reboisement.

De son côté, le directeur d'études à l'Institut national d'études de stratégie globale (INSEG), Djamel Zellagui, a indiqué que la biodiversité permet l'introduction de certaines espèces non locales, tout en soulignant la nécessité de les expérimenter d'abord sur des superficies limitées au sein des différents centres d'études et de recherche, afin d'évaluer leurs impacts environnementaux avant leur adoption dans les opérations de plantation, si leur efficacité est établie par les études. A son tour, un responsable du Haut-commissariat au développement de la steppe (HCDS), Lakhdar Brouri, a présenté l'expérience du secteur dans la lutte contre la désertification et les effets de la sécheresse au cours des trois dernières décennies, notamment en matière de réhabilitation des écosystèmes dégradés.

Synthèse R E

الصياد البحرى من منتجات تطلبي دية

Marine fishing and fishery products



قريبا، لتشمل تبيازة والولايات الأخرى، تمهيدا لتعميمها بشكل أوسع على كامل الساحل الوطني، بما في ذلك، ولاية تبيازة. تجدر الإشارة، إلى أن التعاون "الجزائري-الياباني" في هذا المجال، يمتد لعقود، حيث استندت العلاقات بين البلدين في مجال الصيد والثروة السمكية، على ثقة متبادلة منذ أواخر الثمانينيات، مما ساهم في تنفيذ برامج تدريبية متطورة في الجزائر واليابان وتونس. وتبرز شراكة تبيازة، نموذجا يحتذى به في كيفية توظيف الخبرات الدولية، لحماية البيئة البحرية، وتعزيز الأمن الغذائي، وسط توقعات بتوسع هذه التجربة، لتشمل مشاريع استثمارية أكبر في مجال تربية المائيات مستقبلا.

الإجراءات لفائدة الشباب الراغبين في ولوج هذه المهنة الحيوية.

نتائج ملموسة وأفاق توسع

أظهرت التجربة الأولية لهذا المشروع، التي كانت في البداية بولاية وهران، نتائج جد إيجابية، حيث ساهمت الشعاب الاصطناعية، في تجديد الأرصدة السمكية، وتقليل الضغط على الخط الساحلي، مما مكن من استحداث مناطق بحرية ملائمة للتكاثر الطبيعي للأنواع البحرية. وبناء على هذه النتائج، كان المدير العام للصيد وتربية المائيات، بتبيازة، ميلود تريعة، قد أعلن عن تعميم هذه التجربة

شراكة "جزائرية-يابانية" بتبيازة نحو ضمان استدامة الثروة السمكية

المشروع، خبراء يابانيون من الوكالة اليابانية للتعاون الدولي (JICA)، بالتنسيق مع السلطات المحلية والقطاعات المعنية، لضمان احترام المعايير التقنية والبيئية.

ويعتبر استخدام الشعاب الاصطناعية، تقليدا عريقا في اليابان، حيث تسعى طوكيو من خلال هذه الشراكة، إلى نقل خبرتها إلى الجزائر، من خلال الوكالة الدولية للتعاون، التي أثبتت دعمها المستمر لجهود الجزائر في بناء اقتصاد أزرق مستدام، من خلال مشاركتها في المعارض الدولية، مثل الصالون الدولي للصيد وتربية المائيات (SIPA)، وتنظيم ورشات عمل وطنية، تجمع الخبراء والفاعلين المحليين لمناقشة آليات الحفاظ على الثروات السمكية.

إلى جانب القطاع البيئي، تولى الشراكة بين البلدين، أولوية قصوى لتأهيل الكوادر البشرية، فقد شهدت ولاية تبيازة، مؤخرا، تسليم أكثر من 12 ألف شهادة في تخصصات متعددة، تشمل السباحة البحرية، وصيانة السفن، وتربية المائيات، من خلال اختتام السنة البيداغوجية لمؤسسات ومعاهد تكوين الصيد البحري وتربية المائيات.

ويأتي هذا الاهتمام بالتكوين، انسجاما مع استراتيجية القطاع، الرامية إلى تحسين الأداء والإنتاج، خاصة مع إطلاق منصة رقمية للتسجيل في مراكز التكوين، تهدف إلى تسهيل

تشهد ولاية تسيبازة، في إطار التعاون "الجزائري-الياباني"، تحولا نوعيا في قطاع الصيد وتربية المائيات، من خلال مشاريع رائدة، تهدف إلى تعزيز الإدارة المستدامة للموارد البحرية، أبرزها مشروع زرع الشعاب الاصطناعية في منطقة الداموس، بأقصى غرب الولاية، الذي يجسد نموذجا للشراكة الناجحة بين البلدين. كمال لحياني

في خطوة تعكس توجه نحو الاقتصاد الأزرق المستدام، أطلقت الجزائر واليابان، عبر الوكالة اليابانية للتعاون الدولي (JICA)، مشروعاً تجريبياً لزرع الشعاب الاصطناعية بولاية تبيازة، إلى جانب ولايات أخرى، تشمل سيكدة، تيزي وزو ووهران.

يهدف هذا المشروع، إلى تجديد المخزون السمكي، وتخفيف الضغط على المناطق الساحلية، حيث يعاني نحو 65 بالمائة من الأسطول الوطني، من صعوبة الصيد في أعالي البحار، نظرا لكونه صيدا تقليديا.

وأقر مشروع تبيازة، ضمن إطار التعاون العلمي بين الجزائر واليابان، حيث تم اختيار أربعة مواقع تجريبية لزرع الشعاب الاصطناعية، ويقع الموقع المخصص لتبيازة، في الطرف الغربي للولاية ببلدية الداموس، ويشرف على تنفيذ هذا

الفاال جاللق تصااا فف ال عالما *Agrobusiness in the world*

agence
ecofin

04 avril 2026 02:59

L'Égypte cible l'Uruguay pour diversifier ses exportations d'oignon et d'ail



(Agence Ecofin) - Ingrédient essentiel dans la cuisine, les bulbes font partie des produits agricoles de grande consommation. L'Égypte qui se positionne déjà comme le premier exportateur africain de cette catégorie de produits est toujours en quête de nouveaux débouchés pour augmenter ses recettes d'exportation.

L'Égypte est désormais autorisée à expédier ses cargaisons d'oignon et d'ail vers l'Uruguay. C'est ce qu'a annoncé le ministère de l'Agriculture le vendredi 3 avril, précisant que toutes les exigences techniques et sanitaires garantissant la qualité et la sécurité des produits égyptiens avaient été convenues avec leurs homologues du pays d'Amérique du Sud.

Selon un communiqué dudit ministère, cette ouverture est le fruit de négociations intensives entre les deux pays, conclues par des réunions bilatérales tenues en marge de la 20^{ème} session de la Commission des mesures sanitaires et phytosanitaires (CPS), organisée à Rome, en Italie, du 9 au 13 mars 2026.

Si, pour l'heure, les volumes à expédier ne sont pas encore définis, l'accès à un nouveau marché peut permettre à la filière égyptienne d'augmenter ses recettes d'exportation. Les données compilées sur la plateforme *Trade Map* montrent, par exemple, que le pays des pharaons a exporté en moyenne près de 220,4 millions \$ d'oignons et d'ail par an entre 2020 et 2024. Parmi les principaux débouchés figurent notamment le Royaume-Uni, les Pays-Bas, les Émirats arabes unis ou encore la Russie.

En Uruguay, où la filière égyptienne se positionne désormais, les importations d'oignon et d'ail ont été presque multipliées par six en l'espace de quatre ans, passant de 472 000 \$ en 2021 à 2,99 millions \$ en 2024, selon *Trade map*. Les principaux fournisseurs du pays sud-américain sont l'Espagne, le Brésil, la Chine, l'Argentine et le Chili.

Stéphanas Assocle

Édité par Wilfried ASSOGBA



04 avril 2026 00:56

Tunisie : la Banque mondiale débloque 124 millions \$ en soutien à l'irrigation



(Agence Ecofin) - En Tunisie, le secteur agricole contribue à hauteur de 9 % au PIB et emploie environ 12 % de la population active. Face à la persistance de la sécheresse, les autorités misent sur le renforcement de l'irrigation afin d'améliorer la productivité du secteur.

Le Conseil des administrateurs du Groupe de la Banque mondiale a annoncé le 31 mars dernier avoir approuvé un financement de 124 millions \$ pour la réalisation d'un projet visant à renforcer l'irrigation agricole en Tunisie. Baptisée « *Projet de sécurité hydrique, de résilience et de valorisation en irrigation* », cette initiative sera mise en œuvre dans les gouvernorats de Jendouba, Béja, Bizerte et Siliana.

Les interventions porteront sur la réhabilitation d'infrastructures d'irrigation, le renforcement des capacités des structures agricoles régionales ainsi que l'appui aux agriculteurs pour adopter des technologies climato-intelligentes et accéder à des marchés à plus forte valeur.

« *Ce projet devrait profiter directement à près de 4 000 agriculteurs grâce à l'amélioration des services d'irrigation, et à 9 000 agriculteurs grâce à des services de vulgarisation agricole et à un soutien à la valorisation des produits, tout en créant l'équivalent de 3 400 emplois permanents et de 7 000 emplois temporaires dans le secteur de la construction* », souligne le communiqué.

Si sa durée de mise en œuvre n'est pas définie, il s'inscrit dans le cadre de la première phase du « Programme de sécurité et de résilience hydriques de la Tunisie », un programme gouvernemental qui s'étend sur une période de 10 ans.

L'enjeu de cet appui de la Banque mondiale sera principalement d'améliorer la productivité du secteur agricole. Dans un rapport publié en 2025, la FAO estime en effet que les terres cultivées et irriguées à travers le monde sont 3,2 fois plus productives en valeur que les terres pluviales, et qu'en moyenne leur rendement est de 76 % supérieur.

Les données compilées par l'organisation onusienne montrent que jusqu'en 2023, près de 433 000 hectares de terres agricoles étaient équipés pour l'irrigation en Tunisie, ce qui représente environ 8 pour cent de la superficie agricole utile.

Si le renforcement de l'irrigation apparaît comme un levier pour sécuriser la production agricole, ce plan pose également la question de l'efficacité de l'usage de l'eau dans un pays où les ressources sont structurellement limitées. La Tunisie se trouve, avec environ 400 mètres cubes d'eau par habitant et par an en moyenne, sous le seuil du stress hydrique fixé à 500 mètres cubes d'eau par habitant et par an, selon l'Institut des Ressources Mondiales.

Stéphanas Assocle

Édité par Wilfried ASSOGBA